

Catherine MOUGENOT

Cellule «Espace»,
Fondation Universitaire Luxembourgeoise,
140, rue des Déportés, 6700 Arlon (Belgique)

Les populations rurales : évolutions et perceptions en Wallonie

INTRODUCTION

Si on s'interroge sur l'évolution des populations rurales wallonnes, on se heurte d'emblée à un double problème: d'une part l'intérêt scientifique pour ce sujet semble avoir fluctué au point que études et données manquent pour certaines périodes; d'autre part et surtout, il ne semble pas y avoir unanimité sur la pertinence de faire de la population rurale une catégorie spécifique. Comme on le verra, c'est surtout dans les années soixante que l'intérêt pour la question semble se réduire au profit d'autres perspectives et c'est aussi une période où les mouvements ruraux connaissent une crise profonde. Il semble par conséquent que l'intérêt pour les questions rurales, et pour la population rurale ait fortement varié en fonction de leur importance sociale et de la manière de les définir.

A partir de ces constats, il a paru intéressant de s'interroger, en sociologue plus

qu'en démographe sur un double plan. Il y a en effet une interdépendance historique entre l'évolution même du monde rural, et de ses populations, d'une part et les connaissances le concernant d'autre part. Celles-ci sont en effet produites en fonction des préoccupations sociales du moment - qui définissent des questions prioritaires ou pertinentes -, et elles utilisent des catégories de description et d'analyse qui sont elles aussi influencées par le contexte, et de manière générale par les représentations qu'on se fait de ce monde rural.

L'analyse qui suit porte essentiellement sur la période de l'après-guerre et sur la situation wallonne qui pourra apparaître comme très particulière, mais l'espace nous manquera pour évoquer les correspondances avec d'autres situations nationales et régionales.

1. LES ANNEES CINQUANTE ET LES QUESTIONS RURALES

Croissance économique et perception de la crise démographique

Après la grande crise agricole de la fin du siècle dernier les campagnes belges ont connu une relative prospérité dans un contexte de poursuite de l'expansion industrielle. La population agricole ne cesse pourtant de décroître régulièrement, passant de 23 % de la population active en 1910 à 12 % en 1947. La population des villages à caractère agricole décroît elle aussi, touchant d'abord quelques arrondissements puis l'ensemble des régions rurales wallonnes. En 1930 c'est tout l'actuel «Sud-Est» de la Wallonie qui est concerné sauf le Sud Luxembourg, le Sud du Hainaut ainsi qu'une partie de la Flandre Occidentale (1).

En même temps que s'opère, après la guerre, la reconstruction, le secteur agricole connaît une expansion nouvelle et sans précédent, avec la diffusion de la mécanisation et des acquis de la recherche agronomique (2). L'exode rural, bien que connu et observé depuis longtemps (3), est au centre de cette préoccupation. Le sentiment tel qu'il s'exprime est celui d'une menace de mort qui pèse sur le milieu rural.

Population rurale et population agricole

Plus tôt semble-t-il que dans d'autres pays d'Europe va alors s'imposer la distinction entre population rurale et population agricole. Le monde rural n'est plus identifié au monde agricole, il l'englobe. Cette idée est nouvelle, car, jusque-là, parler de la campagne c'était nécessairement parler des agriculteurs, et cela était si vrai qu'il n'existait aucune structure étatique chargée des problèmes ruraux sauf le Ministère de l'Agriculture, si bien d'ailleurs que par exemple les initiatives publiques en matière de logement étaient limitées aux villes, seule l'administration agricole pouvant aider les paysans en ce domaine (4).

Cette idée nouvelle d'une population rurale qui ne se réduit pas aux agriculteurs implique que le milieu rural peut prétendre à un avenir relativement indépendant de celui de l'agriculture. «Il faut distinguer exode rural et exode agricole. Ce dernier est con-

forme à l'évolution technique, il est «sain». C'est le premier terme qui devient «préoccupant» (5). Une fois acceptée, dans la perspective du progrès technique, cette réduction de l'emploi agricole, la question devient celle de savoir comment maintenir la population des campagnes, même si le nombre des agriculteurs décroît. Il s'agira alors notamment d'aider la population à changer de métier tout en restant sur place (6). Cette rupture se manifeste notamment dans le fait que plusieurs mouvements agricoles deviennent des mouvements ruraux : la Jeunesse Agricole Catholique devient la Jeunesse Rurale chrétienne. Le langage scientifique adopte aussi cette distinction et énonce que «la population rurale est étymologiquement celle qui vit à la campagne, c'est-à-dire en dehors des villes» (7).

Et la question de savoir où s'arrête la ville et où commence la campagne préoccupera les scientifiques pendant toute cette décennie, tandis qu'on se soucie de détailler des typologies de cette population rurale en distinguant notamment celle qui trouve ses ressources dans le territoire villageois ou ses environs immédiats et celle qui les trouve ailleurs (population de résidence rurale) (8). Apparaissent aussi les premières formulations de scénarios des diverses évolutions possibles selon que les agriculteurs restent ou non le groupe majoritaire au sein des communautés villageoises (9). Enfin cette distinction entre rural et agricole ouvre aussi des réflexions sur la pluri-fonctionnalité du village qui devient une revendication puisque la survie du village implique nécessairement qu'on trouve d'autres occupations et activités pour ces populations rurales.

Les migrations alternantes

Dans cette ligne de réflexion la question des migrations alternantes devient naturellement une question centrale, car ce sont surtout ces migrations quotidiennes qui vont effectivement permettre de conserver une population rurale occupée en dehors de l'agriculture. L'idée de voir l'industrie se disperser dans les campagnes, ou du moins de voir se réaliser un certain équilibre est

envisagée mais se heurte semble-t-il à trop d'obstacles pour constituer une revendication raisonnable (10).

C'est donc la migration alternante qui devient un objet essentiel d'étude, et qui devient aussi quelque chose qu'on cherche à promouvoir et à défendre. Il faut rappeler qu'au début du siècle les migrations hebdomadaires et quotidiennes des ouvriers étaient déjà répandues, encouragées qu'elles avaient été par l'organisation des transports et l'aide aux « abonnements ouvriers ». Mais elles étaient le plus souvent perçues assez négativement, comme des agressions contre la cohésion et la moralité des collectivités villageoises (11). On décrivait alors l'immoralité des usines et l'ambiance malsaine qui régnait dans les trains ouvriers et qui s'imposait ainsi dans les paisibles villages. Désormais la logique s'inverse et ces migrations deviennent ce qui va permettre de maintenir la vitalité de ces villages, et on souhaite que les transports soient améliorés, que les aides en matière de transport des travailleurs soient maintenues. On ne s'étonnera pas alors que les recensements de la population vont, à partir de 1960, commencer à fournir une description détaillée de ces migrations de travail dont on pourra connaître la destination, la durée, le moyen de transport utilisé pour chaque commune.

La perspective morale qui animait le refus des navettes n'est pourtant pas abandonnée mais on se met à souligner les avantages, y compris moraux, de cette formule: elle apporte une main-d'œuvre occasionnelle à l'agriculture, assure de meilleures conditions d'hygiène et de logement, per-

met d'améliorer le niveau de vie des ouvriers par une petite exploitation annexe qui a aussi le mérite d'être une occupation saine. Bien sûr elle tend à provoquer un renchérissement de la terre, ou encore à introduire des idées moins « saines » au village, ou encore elle provoque une perte de temps dont la famille souffre. Néanmoins le bilan est désormais considéré comme positif, et les contacts avec la ville sont désormais aussi vus comme positifs (12). Les études qui concernent cette question, notamment celles de Hoyois (13), montrent très bien qu'on perçoit alors la migration alternante comme un mécanisme essentiel de préservation des populations rurales, assurant la survie des villages en évitant un exode rural trop important. Ainsi Hoyois détaille-t-il les facteurs favorables et défavorables à ces migrations en soulignant que celles-ci sont conditionnées par le lieu d'origine du conjoint, soit par le maintien de relations sociales et familiales, ou encore par le souci de conserver un jardin ou une activité accessoire et un revenu d'appoint; qu'elles se heurtent cependant à des obstacles quand elles imposent des fatigues, empêchent d'acquérir une formation professionnelle ou de participer à la vie syndicale, ou encore accroissent les charges domestiques des femmes. En résumé cette notion de migration-alternante est devenue la notion-clé de l'analyse des populations rurales, et elle est d'ailleurs le thème retenu pour le premier Congrès de la Société Européenne de Sociologie Rurale en 1959, laquelle était liée assez directement aux mouvements ruraux qui défendaient ces idées nouvelles en Wallonie.

2. LES ANNEES SOIXANTE

Crise rurale méconnue

A partir des années soixante, les études démographiques belges (14) vont être centrées presque exclusivement sur la question du déclin démographique qui concerne au premier chef la Wallonie, et elles sont dirigées vers la recherche des moyens d'y pallier que ce soit par des mesures familiales, par l'immigration ou par la lutte contre des phénomènes comme la mortalité infantile

ou la surmortalité. La dimension spatiale, et par conséquent rurale, sera quelque peu oubliée, d'autant plus que cette période est aussi celle où l'on voit se réduire les quelques poches de plus forte natalité situées surtout dans les régions rurales. Le déclin de la natalité, relativement plus fort dans ces zones rurales, ne sera pas étudié mais simplement constaté (15). C'est qu'il correspond en fait à une homogénéisation des

comportements dans l'espace, c'est-à-dire à un alignement progressif des régions rurales sur les régions urbaines, et ce phénomène est corrélatif d'autres transformations de ces mêmes régions rurales.

On ne peut en effet passer sous silence le fait que ces années soixante voient les régions rurales se transformer radicalement non seulement au plan démographique, mais également sur le plan de la scolarisation des jeunes, de la pratique religieuse, des loisirs, de la mobilité quotidienne (avec l'automobile, les media et d'abord le téléphone): ces changements sont concomitants et se renforcent sans doute mutuellement. Ils ont été étudiés par la sociologie rurale sinon en Belgique du moins en France et dans d'autres pays européens. De plus on peut parler, pour cette période, d'une espèce de cécité sociale sur le devenir du monde rural, ce qui ne peut se comprendre que dans le contexte idéologique et social de l'époque, qui se caractérise par une autre manière de percevoir la réalité. Les phénomènes de population ne seront plus étudiés de la même manière parce que les problèmes prioritaires et les catégories de perception ont changé, bref parce qu'un nouveau modèle est apparu. L'aménagement du territoire, conçu comme moyen de développement régional, s'inscrit dans cette perspective en privilégiant les relations avec les villes, et l'intégration progressive des régions rurales dans les réseaux urbains. Et ce modèle va structurer la perception des problèmes de population, et celle de l'espace rural tout entier. Les études géographiques dominantes sont celles du réseau ou de l'armature urbaine. Et les migrations alternantes deviennent la notion centrale dans l'analyse et la description de la population. Ainsi les zones d'influence urbaine vont devenir la catégorie cadre de description spatiale que même les études démographiques récentes adoptent (16) comme cadre d'analyse.

Par le fait même ces migrations quotidiennes sont devenues un critère fondamental de la catégorisation de l'espace (17). Du fait de l'importance sociale de ce modèle et du poids des outils de description qu'il a induits, la catégorie « rurale » a été un peu oubliée, ou plus exactement réduite à une définition négative: c'est le moins urbanisé

ou le sous-urbanisé, et ceci renvoie dans la plupart des cas à des situations d'isolement, de communications insuffisantes, bref de mauvaise accessibilité.

Le peuplement rural

Le résultat ne sera pas pour autant un renforcement des grandes villes, et il mérite d'être rapidement décrit.

On a en fait assisté, depuis les années soixante, à un renforcement des espaces qui remplissent de manière privilégiée une fonction résidentielle (18) et ce développement a pour effet de gommer les frontières entre espace rural et espace urbain (19). Ceci conduit en certains points de l'espace rural à une densification accrue et nouvelle liée à une population résidente qui ne repose plus seulement sur les activités rurales, ni même sur l'économie locale, mais plus souvent sur la manière dont les collectivités locales, en fonction de leur position géographique et de leur dynamisme sociopolitique, ont pu s'insérer dans les réseaux urbains, dans la trame des réseaux de transports et dans les priorités des programmes d'aménagement et de développement. Ceci se visibilise très bien dans le lotissement qui a proliféré non seulement dans les périphéries des grandes villes, mais aussi en milieu rural, créant ainsi d'ailleurs une homogénéité croissante d'un habitat qui reprend souvent une symbolique rurale.

Simultanément certaines zones rurales ne cessent pour autant de se dépeupler, et ce ne sont pas des phénomènes démographiques comme la natalité qui rendent compte de ces évolutions mais bien la tendance persistante des jeunes (et des jeunes ménages) à aller vers les petits centres: cet exode n'est guère compensé par les phénomènes de retour des personnes âgées. Il s'ensuit que la population des régions rurales, dans cette évolution, a connu une transformation profonde, une division croissante entre les zones qui ont connu une expansion et celles qui ont continué à décliner, et ceci dans le cadre d'un maintien de l'équilibre global entre les régions de la Wallonie.

A l'intérieur même des zones rurales, ce sont les petites villes qui se développent par extensions résidentielles et souvent au détriment des villages les plus isolés. Simultanément les usages urbains de l'espace rural

- récréation et tourisme - créent sinon de nouvelles populations rurales, du moins de nouvelles populations qui fréquentent l'espace rural. Ces transformations, souvent englobées sous le terme général d'urbanisation du milieu rural, semblent à

cette époque être souvent interprétées comme un mouvement irréversible d'uniformisation, voire de disparition du monde rural comme univers social et culturel différent.

3. APRES 1975: RESURGENCE DU RURAL ET NOUVELLES POPULATIONS

Effets de l'aménagement et perceptions de la ruralité

Mais la pratique de l'aménagement du territoire va entraîner des conséquences inattendues et contribuer à recréer une conscience rurale. Ainsi certaines communes rurales vont résister aux politiques de concentration de l'habitat sur les petites villes, notamment en créant des lotissements communaux qui pourront attirer des jeunes ménages et reconstituer une population jeune. La plupart des communes réussiront d'ailleurs à élargir considérablement les zones constructibles prévues par les premiers plans d'aménagement, laissant ainsi ouverte la possibilité d'une rediffusion sur les villages de la population. Leurs moyens financiers ne leur permettront pas de construire elles-mêmes, et cela explique que, seuls les particuliers construisant, les effets de ces initiatives seront lents à se manifester.

Le développement, dans certaines régions, du tourisme tend aussi à inverser le rapport quantitatif entre ruraux et seconds résidents: on voit alors, surtout face à des projets importants de villages de vacances ou de campings, se manifester des réactions de rejet du tourisme de masse; la rationalisation progressive de certains services publics comme les écoles rurales va également susciter des réactions villageoises. Et la fusion des petites communes, imposée en 1976, va aussi contribuer à une prise de conscience de ce que des villages sont à nouveau menacés (20).

De nouvelles populations rurales

Ces phénomènes ne sont pas sans rapport avec des changements plus diffus dans les attitudes et perceptions du monde rural qui ont des effets sur la formation des populations. Ainsi de manière générale, la ville semble moins attirante et ceci rend à la rési-

dence rurale un attrait renouvelé: même dans les petites villes, on voit des membres des couches aisées (notamment des professions libérales) quitter le centre pour des villages où ils construisent ou rénovent des bâtiments anciens. Ce phénomène concerne les villes quelle que soit leur taille. Mais surtout certains des facteurs qui avaient poussé à l'exode vers les villes commencent à exercer des effets opposés: ainsi la scolarisation qui avait poussé les jeunes non seulement vers l'emploi industriel et les services mais aussi vers un habitat urbain connaît une crise. Le décalage croissant entre les aspirations des jeunes scolarisés et le marché de l'emploi tend à pousser des fractions de jeunes à s'installer ou se réinstaller à la campagne, voire à y créer de nouvelles activités économiques et sociales (21). Ces phénomènes sont accentués plus que déclenchés par la crise économique: leur principal effet est de créer, à l'intérieur de la population rurale, des petits groupes, des fractions qui ont en propre d'avoir opté pour une résidence rurale par un choix délibéré et volontariste et non plus par le seul effet des contraintes. Ceci constitue un changement radical dans des villages où la population se voyait souvent comme ceux qui sont restés au village. L'impact de ces «nouveaux ruraux» est sans proportion avec leur poids statistique. On a en effet ici affaire à des groupes ou des individus qui mettent en avant les avantages de la campagne, qui les affirment et qui n'acceptent pas de subir tous les inconvénients de la distance à la ville: ils vont souvent constituer le fer de lance des réactions villageoises observées ci-avant et être à la base de nouvelles formes de vie associative. Il est essentiel de remarquer que ces phénomènes souvent diffus, et parfois imperceptibles au plan statistique, sont loin de se présenter de manière uniforme et homo-

gène sur le territoire rural. Dans certains cas, le poids des résidents secondaires peut être tel qu'ils réussissent à peser sur la vie locale, notamment en faveur d'une protection du paysage, alors qu'ailleurs ce sont plutôt des groupes de ruraux et des agriculteurs qui s'opposent au développement touristique. Parfois ce sont les pouvoirs locaux eux-mêmes qui accélèrent la rationalisation des services publics (par exemple en regroupant des petites écoles). Ce qui caractérise avant tout cette évolution c'est précisément cette hétérogénéité croissante des milieux ruraux et des populations rurales, et finalement des projets des individus et des groupes qui résident à la campagne. Et cette hétérogénéité a pour effet des conflits et des désaccords à l'intérieur des collectivités rurales : les choix d'aménagement, de gestion communale et en matière de services publics en sont les thèmes principaux.

Diversité des populations et des espaces : des ruralités

Cette diversité des populations rurales se double d'une diversité accrue entre régions en fonction du degré auquel chacune est affectée par les mécanismes décrits ci-dessus. Chaque espace local connaît une conjoncture particulière déterminée par le poids relatif de ces mécanismes et par la manière dont ils s'y combinent (22).

Cette hétérogénéité, qui a pour effet spatial de renforcer certains espaces ruraux tout en en affaiblissant d'autres, a aussi pour résultat de rendre de plus en plus difficile à préciser la limite entre zone rurale et zone urbaine, entre population rurale et population urbaine, d'autant plus que la symbolique du village et de la campagne, et de la nature aussi, s'est généralisée comme antidote des nuisances urbaines et comme modèle d'habitat pour de très larges couches de la population. De même il est sans doute devenu difficile de caractériser les populations rurales elles-mêmes : l'utilisation d'un terme comme celui de

«néo-ruraux» pour désigner des groupes urbains venus s'installer en milieu rural n'a de sens que parce que ces groupes revendiquent, d'une manière ou d'une autre, une appartenance rurale qui n'est pourtant pas de même nature que celle de ceux qui ont toujours habité, de génération en génération, ce même milieu rural. De même entre résidents secondaires, touristes, retraités revenus au village, où sont les limites exactes de la ruralité, d'autant plus que ce sont quelquefois les «étrangers» qui se montrent le plus préoccupés de sauvegarder le patrimoine rural, de raviver les traditions... On se trouve progressivement dans une situation où la référence rurale est forte et envahit même le champ social (23), mais où, en même temps, il y a une indétermination de plus en plus grande quant aux objets (espaces, populations) auxquels cette catégorie s'applique.

Les réflexions actuelles sur ces questions semblent caractérisées par deux traits principaux. D'une part il y a une grande difficulté à définir un critère objectif qui permettrait de situer la ruralité. Et c'est souvent le critère de densité de population qui reste utilisé. Le critère de densité de population permet bien de situer une hiérarchie des espaces ruraux en termes démographiques et socio-économiques (24), et donc à donner sens à une catégorie «rurale»; mais ce critère tend à amalgamer dans cet ensemble des espaces en croissance (zones périphériques aux agglomérations, petites villes et leur périphérie) et des espaces ruraux dont le déclin se ralentit mais reste évident. D'autre part la volonté même de chercher une définition à la ruralité conduit à lui attribuer des qualités très générales et intemporelles qui se situent au plan socio-culturel : c'est un attachement au village et une forme de vie sociale qui servent à caractériser la ruralité, caractéristiques qui sont peu démontrées et qui font plus l'objet d'une croyance que d'une démonstration.

CONCLUSION

Dans l'après-guerre c'est-à-dire dans une période de transformation du milieu agricole et rural, période aussi de mouvements ruraux forts, on a surtout étudié l'exode rural (et les remèdes à appliquer) dans un souci de sauvegarde des valeurs morales et sociales de la ruralité, et dans une perspective de défense des ruraux. A partir des années soixante, dans une époque de croissance économique, mais aussi de crise des mouvements ruraux, les questions spécifiquement rurales sont occultées du fait d'une approche qui cherche implicitement à intégrer le monde rural dans un univers socio-économique plus large et qui tend à voir les populations rurales à l'intérieur des réseaux urbains. Le développement de l'aménagement du territoire qui est lié à cette approche va transformer considérablement le monde rural, et notamment la distribution des populations rurales dans l'espace, tout en suscitant aussi des réactions de résistance de la part des ruraux. Ce qui fait l'originalité de la situation actuelle, c'est sans doute d'abord qu'une vision nouvelle ou renouvelée du monde

rural s'élabore, qui cherche à réaffirmer sa signification culturelle et sociale. Cette volonté de redonner sens à la ruralité trouve à la fois un appui dans les formes de résistance rurale évoquées et dans le dynamisme de certaines fractions de population, rurale et urbaine, qui cherchent à développer des innovations en région rurale. En cherchant ainsi à donner une unité au monde rural contemporain, cette perspective pourrait tendre à ignorer certaines des transformations fondamentales qui affectent les mécanismes de formation des populations rurales. Celles-ci, en effet, nous semblent de plus en plus diversifiées, tant dans l'espace que socialement et culturellement.

Les problèmes actuels de population rurale doivent par conséquent, nous semble-t-il, prendre en considération à la fois ces mécanismes de différenciation du monde rural - qui tendent à créer autant de mondes ruraux qu'il y a de rapports possibles à l'espace - et les mécanismes sociaux qui tendent à créer une unité et une cohésion à ces multiples ruralités.

NOTES ET REFERENCES

(1) MERTENS C., *La répartition de la population sur le territoire belge. Etude de démographie sociale*, Bruxelles, Larcier, 1946, 302 p.; JURDANT R., Le dépeuplement du Sud-Est est-il un phénomène d'exode rural? *Cahiers Ruraux*, Bruxelles, 1954, n° 2: 3-12; JORIS A., L'exode rural de la Province de Luxembourg, idem, 1955, n° 3, 12-18.

(2) DE BAEREMAERKER M. et al., 150 ans d'agriculture belge, *Agricontact*, 1980, n° 104, 18 p.

(3) La préoccupation pour l'exode rural apparaît en effet dès les années vingt, cf. NICOLAI E., *La dépopulation des campagnes*, Bruxelles, Hayez, 1919, 158 p.

(4) Dès 1935, avait été créée la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, deuxième société nationale de logement, et dont le but était d'étendre aux campagnes le bénéfice des aides publiques en matière de logement. Cette nouvelle société pratiquera des prêts à taux réduit et la vente de logements construits. Si on peut supposer que le premier type d'aide est rela-

tivement diffus, le second concerne de manière assez évidente les banlieues urbaines et industrielles, et, dans une moindre mesure, les petites villes, comme on l'a montré (cf. C. CHRISTIANS et al. *Atlas des communes et régions du Sud de la Wallonie*, Louvain-la-Neuve, Groupe de Sociologie Wallonne, 1984). Cette observation n'a rien de surprenant quand on relit les textes de ceux qui ont présidé au développement de cette institution, et dont l'objectif était surtout de fournir un cadre de vie rural aux populations industrielles. Voir notamment JURDANT R., L'aménagement des quartiers nouveaux de petites propriétés terriennes dans les banlieues rurales des grands centres urbains et industriels, 5 p., in «*Les migrations rurales*», Actes du premier Congrès de Sociologie Rurale, Bruxelles-Louvain, 1958.

(5) Cf. MERTENS, op. cit., p. 239.

(6) JURDANT R., *Quelques résultats mesurant l'exode rural en Belgique en 1954 et 1955*, communication au premier Congrès Européen de Sociologie Rurale, Louvain, 1958.

(7) NICOLAI H., Observation sur la population rurale de la Belgique, *Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie*, 1953, mars: 59-78.

(8) NICOLAI H., loc. cit.; SIMON M.G., *Changements structurels et fonctionnels dans la communauté rurale*, communication au Congrès Européen de Sociologie Rurale, Oslo, 1960, 6 p.; LALOUX J. et HOUTART F., *Problèmes actuels du monde rural*, Malines, Etudes religieuses, 1956.

(9) NICOLAI H., loc. cit.

(10) Dès l'après-guerre (voir l'étude de MERTENS, op. cit.) les spécialistes ont clairement envisagé deux types de solution à l'exode rural: l'industrialisation des campagnes ou le renforcement de la migration alternante. La plupart des auteurs soulignent les obstacles soit techniques, soit économiques qui s'opposent à la première. Voir par exemple CLICHEROUX E. Aperçu d'ensemble sur les déplacements quotidiens de travail en Belgique, 6 p. in *«Les migrations rurales»*, op. cit.

(11) DEMAIN H. *Les migrations ouvrières à travers la Belgique*, Louvain, H. Bomans éditeur, 1919, 227 p.

(12) MERTENS C., op. cit.

(13) HOYOIS G., *Changements culturels et fonctionnels dans la communauté rurale*, communication au 2^e Congrès Européen de Sociologie Rurale, 1960.

(14) Sur la question de la politique démographique en Wallonie, et sur les recherches la concernant, voir spécialement: SAUVY A., La population belge: préjugés, mythe et réalités, *Revue du Conseil Economique Wallon*, janvier-avril 1957, n° 24-25: 1-9; SAUVY A., Conditions du développement économique et mesures à prendre en vue d'un renouveau général, idem, janvier-avril 1962, n° 54-55: 24-51; ANDRE R., *Le vieillissement de la Belgique*, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1969: 133-142; DELPEREE A., Le problème démographique wallon, *Wallonie* 74, 1974, n° 5: 330-337; GERARD H., La politique démographique en Belgique, in *«La population de Belgique»*, Bruxelles, Société Belge d'Etudes Démographiques, 1974: 177-200.

(15) L'analyse n'en a été faite que tardivement; voir notamment WATTELAAR C., La fécondité des

arrondissements belges. Analyses et perspectives, in *«Les disparités démographiques»* (Actes du V^e Colloque de Démographie du CNRS), Paris, Ed du CNRS, 1978: 595-607.

(16) par exemple: ANDRE R., *Analyse statistique de la population de la Wallonie et perspectives à l'horizon 2000*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, Centre de Démographie, 1984, 5 volumes. (ronéotés).

(17) La typologie de base des communes belges pour toute cette période est construite à partir de ce critère. Cf. VAN WAEVELDE W. et H. VAN DER HAEGEN, Typologie des communes belges d'après le degré d'urbanisation, *Bulletin de Statistique*, septembre 1967, n° 9.

(18) DAMAS H., La population de la Belgique: les migrations intérieures, *Population et Famille*, 1964, n° 4: 31-62; La concentration de la population de la Belgique, idem, 1964, n° 3: 1-23.

(19) MOLS R., *Evolution, répartition et structures de la population belge*, Liège, éd. Derouaux, 1975.

(20) MORMONT M., The emergence of rural struggles, *International Journal of Urban and Regional Research*, 1983, 7, 4: 559-575.

(21) Il manque ici très certainement d'études quantitatives fines pour apprécier l'ampleur exacte de ces transformations. Pour une analyse sociologique voir notamment: CHAMBOREDON J.C., Nouvelles formes de l'opposition ville-campagne, in *«Histoire de la France urbaine»*, tome 5 (sous la direction de G. DUBY), Paris, Seuil, 1985, 668 p.

(22) LAMAND A. et R. LEPRINCE, *Mutations morphologiques et sociales de la commune d'Etalle*, Louvain-la-Neuve, Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale, 1984, 145 p.

(23) MORMONT M., *Parcs naturels et gestion de l'espace rural*, Arlon, Fondation Universitaire Luxembourgeoise, 1984, rapport de recherche, 147 p.

(24) VERSHUERE G., Nature et indicateur de la ruralité, in *Bilan et avenir des politiques sociales*, Bruxelles, Programmation de la politique scientifique, 1981, volume 2: 519-574.